



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE</b>	<b>OBJET : TRAVAUX ÉCLAIRAGE PUBLIC</b>
<b>Réf: FRS</b> <b>Réf : 240083</b>	<b>AVENUE DU MARECHAL JUIN</b> <b>DU 18/03/2024 AU 04/04/2024</b>

### Le Maire de la ville de NIMES, Maire

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**Vu** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Vu** l'Avis des services techniques

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 12/03/2024,

**Considérant** qu'il importe de faciliter la réalisation de travaux éclairage public dans l'agglomération nîmoise,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 - STATIONNEMENT

du 18/03/2024 au 04/04/2024

Le pétitionnaire, GIRAUD est autorisé à stationner AVENUE DU MARECHAL JUIN entre N°623 jusqu'au RUE DE FONT DAME du côté impair.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. L'ensemble de la

signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**.

La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : GIRAUD demeurant 404, avenue Jean-Philippe Rameau BP N°90004 30101 ALES représentée par Monsieur Didier LAURENT.

## **ARTICLE 2 - CIRCULATION** du 18/03/2024 au 04/04/2024

La circulation des véhicules s'effectuera sur chaussée rétrécie AVENUE DU MARECHAL JUIN entre N°623 jusqu'au RUE DE FONT DAME du côté impair.

Pendant la période des travaux et à l'avancée des travaux, sur les 2 voies de circulation, la voie de droite sera fermée à la circulation, la voie de gauche restera ouverte à la circulation. Le phasage fourni par l'entreprise devra être respecté.

La traversée de voie IMPASSE DES ACCACIAS sera réalisée par demi-chaussée.

Libre accès au parking du magasin PICARD, remise en état des bordures et SH + SV.

En aucun cas, la circulation ne sera interrompue.

La vitesse sera ramenée à 30km/h AVENUE DU MARECHAL JUIN entre N°623 jusqu'au RUE DE FONT DAME du côté impair.

**La tranchée devra être sécurisée tous les soirs après les travaux (plaques en sol stabilisées ou autres...).**

La zone de travaux devra être sécurisée et délimitée par des séparateurs de voie.

La signalisation temporaire du chantier devra être mise en place et maintenue de jour comme de nuit.

En aucun cas la fouille ne devra rester ouverte durant une période de week-end.

Un cheminement piétonnier, protégé, sécurisé et sans interruption, sera impérativement mis en place.

En aucun cas, la circulation ne sera interrompue.

Le pétitionnaire devra IMPÉRATIVEMENT se coordonner avec la Société TANGO qu'il sera nécessaire de contacter au minimum 72 heures en amont du démarrage des travaux (Réfèrent : Nicolas MASCLET - 06.34.33.47.97 - nicolas.masplet@tangobus.fr)

L'accès des riverains et un cheminement piéton devront IMPÉRATIVEMENT être maintenus et sécurisés.

Une campagne d'informations auprès des riverains devra impérativement être organisée. (Confirmation de la campagne sera faite à gep@nimes.fr)

Le chantier est interdit au public, l'entreprise pétitionnaire devra OBLIGATOIREMENT mettre un périmètre de sécurité sur l'ensemble de l'emprise.

La réfection définitive devra être IMPÉRATIVEMENT réalisée à la fin des travaux par le pétitionnaire.

**ARTICLE 3** - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

**ARTICLE 4** - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

**ARTICLE 6** - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

**ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER**

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

**ARTICLE 8** - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

**ARTICLE 9** - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,**

**Claude De GIRARDI**

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*